

L'autre France



Extraits du discours de clôture de Martine Aubry lors de l'Université d'été

Chers amis, chers camarades,
**Nous devons être, pour nos concitoyens,
le parti d'un nouvel espoir et d'un
nouveau départ. Pour bâtir avec eux,
une autre France.** Cette autre France, je
voudrais vous en donner quelques traits.

La France a besoin de retrouver l'efficacité économique.

La France a des atouts magnifiques :
géographiques, culturels, économiques,
technologiques et d'infrastructures. Ses
dirigeants ne les exploitent pas. Sans
compter le formidable gisement humain que
constitue la jeunesse, notamment celle des
quartiers populaires qu'une partie des élites
doit cesser de considérer comme un fardeau,
voire comme une menace : cette jeunesse,
c'est la chance de la France !

Malgré ces atouts, notre pays perd des places
dans la compétition mondiale. Pour que la
France ne sorte pas des radars du monde,
d'autres choix sont indispensables.

**Nous sauverons et nous développerons
notre base industrielle.** Aujourd'hui,
elle se désagrège. Nous accompagnerons
les grands champions nationaux dans
leurs mutations et leur expansion. Nous
ferons émerger les entreprises de taille
intermédiaire qui nous font défaut à
l'export. Nous soutiendrons nos PME et leurs
gisements d'emplois. Nous conforterons nos
pôles d'excellence. Nous relèverons le défi
économique et écologique des énergies.

**Nous voulons aussi une France où le
travail est valorisé et les travailleurs
respectés.** Notre société de la pseudo-
performance s'est fait une doctrine de
la mise sous pression des individus,

L'AGENDA

7 septembre

► **Manifestation**
**Tous ensemble
pour sauver notre
système de retraite**

8 septembre

► **Conseil national préalable
à la Convention pour une
nouvelle donne internationale
et européenne
à l'Assemblée nationale**



30 septembre

► **International**
**Vote dans les sections du texte
adopté par le Conseil national
du 8 septembre sur
la nouvelle donne internationale
et européenne**

réputés alors plus efficaces. Cette voie est une impasse ! Individuellement, elle crée des souffrances intolérables. Nous devons engager **une reconquête de la valeur du travail**.

Nous mettrons de la justice dans la distribution des revenus, en commençant par agir sur le levier de la fiscalité. Nous supprimerons la redistribution à l'envers symbolisée par le bouclier fiscal et nichée dans de multiples avantages aussi labyrinthiques qu'injustes. Nous procéderons à une refonte des impôts directs dans un impôt citoyen sur le revenu plus juste parce que plus progressif et plus lisible.

Nous réformerons l'impôt sur les sociétés pour favoriser le réinvestissement des bénéficiaires. Nous bâtirons une fiscalité locale autonome, efficace et permettant la péréquation.

Et bien sûr, dans la production, dans la distribution, dans la consommation, dans la fiscalité, **nous mettrons en œuvre les transformations écologiques nécessaires, tant de fois annoncées et jamais réalisées.**

Tout ceci est au cœur du nouveau modèle de développement social-écologique que nous avons adopté en mai dernier. Celui que nous mettrons en œuvre en 2012 si les Français le décident. Il implique de nouvelles politiques au niveau national - une politique industrielle digne de ce nom, une grande réforme fiscale, une sécurité sociale professionnelle - mais aussi au plan européen et mondial : une régulation du système financier, un gouvernement économique de l'Europe, une mobilisation des armes commerciales pour imposer un juste échange économique entre les nations.

Efficaces, nous le serons aussi contre l'insécurité. Oui, une autre France, c'est aussi une France plus sûre. Je le dis avec solennité et avec gravité : le président de la République a choisi la polémique ; nous choisissons la politique. Le gouvernement souffle sur les braises, nous voulons les éteindre. M. Sarkozy a choisi le pugilat, nous voulons les résultats.

La politique actuelle est un échec complet. Car comment qualifier autrement le bilan de M. Sarkozy ? Huit ans qu'il est en charge du dossier, trois ans qu'il se trouve au plus haut sommet de l'État, et la situation ne cesse d'empirer.

Dans nos villes, nous sommes au premier rang. Nous savons de quoi nous parlons. Des expériences très innovantes sont conduites localement par nos élus. Nous tirons les enseignements de toutes ces expériences pour inventer une nouvelle politique de sécurité avec l'exigence impérative de résultat. Aucune approche n'est exclue.

La prévention, sans laquelle il n'y a pas de succès durables, a pourtant été totalement abandonnée aujourd'hui. L'éducateur doit avoir sa chance avant le procureur. Nous doterons chaque département d'un « programme local de prévention de la délinquance juvénile » mobilisant tous les moyens publics éducatifs.

La dissuasion, nécessite une nouvelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie adaptée à l'éventail de la délinquance et de nouveaux moyens. Nous rétablirons une

police de quartier, proche des populations, sachant agir vite et bien par une connaissance fine du tissu local. Nous donnerons à la police les moyens nécessaires pour assurer ses missions, et d'abord les moyens humains en les adaptant aux besoins, mais aussi les moyens technologiques d'une police moderne. Les forces de l'ordre – police et gendarmerie – aujourd'hui en proie au doute, ont besoin d'être soutenues, respectées, leurs missions doivent être clarifiées et le lien de confiance avec les Français restauré.

J'ajoute que les attaques par armes à feu dont sont victimes les forces de l'ordre viennent rappeler une triste réalité : la circulation des armes, y compris celles de gros calibres, a pris des proportions très inquiétantes en France. Nous ferons une loi pour mieux contrôler les ventes d'armes et leur usage et pour renforcer la lutte contre le trafic d'armes.

Prévention, dissuasion mais aussi **sanction**. Rien n'est plus insupportable pour la population – et pour les victimes – que de voir le ou les auteurs d'un délit se balader, toiser la police, faire figure de héros pour les plus jeunes. Nous serons aussi attentifs à la réparation due aux victimes, trop souvent négligées en France. Mais surtout, **nous voulons que tout acte de délinquance ou d'incivilité donne lieu à une sanction proportionnée et juste**. Il faut construire un éventail de réponses graduées, adaptées à chaque situation. Il faudra donner les moyens pour les mettre en place.

Il est temps de mettre en place toutes ces réponses dans notre pays pour une vraie efficacité : par exemple, des travaux éducatifs d'intérêt général dans les établissements scolaires.

Lorsque c'est plus grave, ou lorsqu'il y a récurrence, il nous faut repenser des mesures d'éloignement ou de placement dans des centres d'éducation ouverts ou fermés. Les auteurs de troubles doivent être sanctionnés mais aussi repris en main pour être recadrés et éduqués : il n'y a pas de politique de sécurité efficace durablement qui négligerait le maillon de la **réinsertion**.

Sur tout cela, prévention, dissuasion, sanction, réinsertion, nous mettrons de la raison et des moyens là où l'UMP met de la stigmatisation, nous en appellerons au rassemblement des Français plutôt qu'à la tension entre territoires et communautés. **Nous montrerons qu'en matière de sécurité, la crédibilité a changé de camp.**

Chers amis,
Nous mesurons l'ampleur de la tâche et l'étendue de nos responsabilités. Nous le faisons avec gravité, parce que les chantiers et les difficultés sont innombrables. Nous le faisons aussi - pourquoi le cacher -, avec enthousiasme, car rien n'est plus exaltant que le service de la France et des Français.

Notre ambition s'exprime aussi par cette phrase toute simple, mise en exergue à l'occasion de cette université d'été : « **La vie que l'on veut** ». Oui nous voulons continuer à « **changer la vie** ». **Oui, nous croyons à la volonté en politique.**

L'intégralité du discours de Martine Aubry sur parti-socialiste.fr

Le 7 septembre, pour défendre les retraites

Décidée avant l'été par les organisations syndicales, une grande journée de mobilisation sur les retraites aura lieu le 7 septembre. Le Parti socialiste, réuni en BN, a appelé les Français à participer massivement à ces manifestations pour défendre une autre réforme des retraites, plus juste, plus efficace et plus durable. « *Alors que l'examen des mesures gouvernementales commence à l'Assemblée nationale, cette journée de mobilisation sera un message fort et clair pour faire reculer le gouvernement, a insisté le BN, ces mesures sont doublement inacceptables. Elles sont injustes et elles ne règlent rien* ». La droite a refusé d'entendre les partenaires sociaux et l'opposition. Elle a tout fait pendant l'été pour escamoter le débat sur les retraites. Le PS, qui a proposé une autre réforme des retraites placée sous le signe de la justice et de l'efficacité, sera aux côtés des organisations syndicales et des citoyens mobilisés le 7 septembre. Les 4 et 5 septembre,

le PS organise partout en France une opération « *Tous sur le pont* ». Trois millions de tracts seront distribués pour appeler à participer aux manifestations et porter leur projet auprès des Français. La délégation du Parti socialiste dans la manifestation de Paris le 7 septembre sera conduite par la Première secrétaire Martine Aubry.

Le 4 septembre contre la xénophobie et la politique du pilori

« *Après un été de la honte, durant lequel Nicolas Sarkozy et ses amis ont multiplié les actes et les déclarations qui ont fait apparaître à l'international la France comme un pays xénophobe, il est indispensable que les Français attachés aux valeurs de notre République – Liberté, Égalité, Fraternité – se mobilisent fortement pour dire leur refus d'une politique fondée sur la stigmatisation et l'appel à la haine* » a affirmé le Parti socialiste réuni en BN. Avec de nombreuses associations, notre parti a appelé à manifester le

4 septembre dans tout la France à l'occasion du 140^e anniversaire de notre République, pour « *exprimer le refus de ces dérives anti-républicaines* ».

Rentrée scolaire : moins pour l'école, pire pour les élèves

Alors que 12 millions d'élèves ont pris jeudi le chemin des salles de classe, la rentrée scolaire 2010 s'annonce catastrophique. Les effets nocifs des mesures gouvernementales se conjuguent au détriment des élèves, des familles et des enseignants : nouvelles suppressions de postes, suppression de la formation pratique des enseignants, suppression de la carte scolaire et réforme du lycée. Le PS a rappelé qu'il sera « *aux cotés des enseignants, des élèves et de leurs parents pour défendre le service public d'éducation pour mettre toutes ses forces dans la reconstruction d'un modèle éducatif ambitieux et juste* » aboutissant à l'élaboration d'un « *nouveau pacte entre notre pays et son école* ».

La Nouvelle Donne INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE



Parallèlement à son combat pour les retraites, le PS continue d'élaborer son projet. Troisième étape : la Convention pour la Nouvelle donne internationale et européenne

Troisième des quatre Conventions prévues par le Parti socialiste, la Convention Nouvelle donne internationale et européenne est lancée. Alors que nous en sommes encore au stade des discussions, avant le Conseil national du 8 septembre, le projet de texte affirme clairement qu'il est désormais temps de donner une autre voix, un autre poids à la France dans le monde. « *Notre ambition se décline en quatre objectifs, a rappelé Laurent Fabius, il s'agit de rénover le multiculturalisme, de nous positionner par rapport à la mondialisation, de relancer l'Europe et notamment le couple franco-allemand et de créer des avancées pour la paix et pour garantir notre sécurité* ». Lors des prochaines élections présidentielles, la politique internationale devrait jouer un rôle autrement plus important que par le passé dans le débat,

d'autant plus important que le président actuel place parmi ses principaux succès la politique étrangère menée depuis 2007. « *Ce texte porte également des critiques contre la politique néo-conservatrice menée par le gouvernement, explique Jean-Christophe Cambadélis, car l'impressionnisme politique est l'élément notable de la politique de Nicolas Sarkozy* ».

Les sections seront appelées à se prononcer sur le texte le 30 septembre prochain, une convention nationale se tiendra ensuite le 9 octobre. Vous pouvez dès maintenant contribuer au débat sur la Coopol.

► Retrouvez la Convention Nouvelle donne internationale et européenne sur parti-socialiste.fr et sur lacoopol.fr



L'info en continu

Vincent Peillon, 28/08/10

Question sociale

« *La justice sociale ne doit pas être cantonnée à un seul secteur, justice sociale s'assurant alors comme égalité des conditions. Quand les prélèvements pèsent plus sur un salarié au Smic que sur Madame Bettencourt, la question fiscale est une question sociale, de même la question du logement est également une question sociale* ».

Benoît Hamon, 30/08/10

Hypocrisie

« *Il y a encore quelques semaines, Marine Le Pen faisait la comparaison entre la carte de l'insécurité et celle de l'immigration en France. Avec des mots choisis, François Fillon ne dit pas autre chose. Il fait le lien entre immigration et insécurité et dans le même souffle il rappelle combien il est attentif aux conseils du Pape sur la nécessité de respecter chacun quelle que soit son origine. Cette hypocrisie est insupportable* ».

Harlem Désir, 31/08/10

Réponse

« *Quand le gouvernement et l'UMP passent plus de temps à critiquer le PS qu'à agir pour les Français, c'est le signe d'une crise profonde de la majorité. Nous parlons aux Français pour faire des propositions et présenter une nouvelle perspective au pays. Xavier Bertrand fait porter la responsabilité de la surenchère sécuritaire à Martine Aubry. Il faut le dire au pape, à l'ONU et aux anciens Premiers ministres UMP qui se sont eux-mêmes démarqués du président de la République et de ses dérapages* ».

La vie qu'on veut

Plus de 4 000 personnes ont assisté cette année à l'Université d'été du PS et des milliers d'autres l'ont suivie en direct sur le web. Entre les plénières, les conférences et les traditionnels et studieux ateliers, vous avez également suivi le programme Hors les murs, nouveauté de cette année, qui a donné lieu à des rencontres originales et rares. Cette Université d'été, placée sous le signe du "combat" par son Secrétaire national, Emmanuel Maurel, aura montré la famille socialiste unie pour proposer une alternative crédible aux Français. À l'année prochaine à La Rochelle !



Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,
10 rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

email

Tél

Adresse

code postal

Ville